

Le MR est prêt à débattre de l'interdiction du "burkini"

■ Les libéraux ouvrent une porte à l'idée de la N-VA d'une loi interdisant le "burkini".

La N-VA s'est emparée de la discussion sur le "burkini" (une combinaison de bain qui recouvre l'ensemble du corps, des cheveux jusqu'aux chevilles pour des motifs religieux). Ce débat fait actuellement rage en France et les nationalistes flamands veulent exclure le burkini des piscines et de la côte, le cas échéant par une interdiction légale au niveau flamand ou fédéral.

"Je ne pense pas que les femmes veuillent porter une telle tenue sur la plage au nom d'une croyance", estime la députée N-VA Nadia Sminate qui a présidé la commission Radicalisation au Parlement flamand. "Si vous autorisez cela, vous mettez les femmes en dehors de la société."

La tête du parti nationaliste réfléchit avec elle à une interdiction générale. Le service d'étude de la N-VA s'assure pour l'instant d'examiner si cette interdiction tiendrait la route juridiquement, faute de quoi il reviendrait aux bourgmestres d'intervenir. Toutefois, interrogés mercredi dans la presse du nord du pays, plusieurs bourgmestres de la côte relativisent: ils n'ont jamais constaté de problème particulier lié au port du burkini dans leur commune...

Opposant systématique de la N-VA, le CD&V n'est pas partisan d'une interdiction globale de ce vêtement destiné aux femmes musulmanes qui voudraient se couvrir durant leurs activités aquatiques. "On peut l'envisager dans les piscines pour des raisons d'hygiène mais à la plage?", s'interroge le député fédéral Franky Demon. Pour lui,

il vaut mieux laisser cette responsabilité aux bourgmestres, sachant que tout ne se résout pas avec une interdiction.

Un débat donc semble s'ouvrir en Flandre alors que la France s'agit depuis plusieurs jours sur la question du burkini après que plusieurs communes à la Côte d'Azur et en Corse ont interdit le port du burkini sur la plage. Le Premier ministre français, Manuel Valls, a appuyé ces interdictions, tout en indiquant qu'il n'y aurait pas de mesure générale.

"Nous estimons que le burkini est un symbole de repli identitaire."

PORTE-PAROLE DU MR

"Un asservissement de la femme"

Allié de la N-VA au gouvernement fédéral (tout comme le CD&V), le MR accueille plutôt favorablement l'idée de la formation de Bart De Wever. "Le sujet du burkini n'a jamais été débattu au sein du

parti. Mais le MR a toujours eu une position très claire sur le port du voile et a toujours été à la pointe de la lutte contre le communautarisme", explique Christophe Cordier, le porte-parole des libéraux francophones. "Nous estimons que le burkini est un symbole de repli identitaire et d'asservissement de la femme. Le port du burkini n'encourage pas le vivre-ensemble."

Face à l'idée des nationalistes, le MR est prêt à ouvrir au Parlement fédéral le sensible dossier d'une interdiction légale du port des burkinis. "Nous comprendrions les bourgmestres qui, pour éviter des troubles de l'ordre public dans le contexte très tendu que nous connaissons, prendraient des arrêtés interdisant de le porter sur le territoire de leurs communes. Nous ne sommes pas opposés à un débat parlementaire sur ce sujet. Mais nous sommes dubitatifs sur la possibilité de trouver une issue à cette question via la législation. En effet, sur quelle base l'interdire?"

F.C. (avec Belga)